

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Progrès
MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION
ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
SOUS-DIRECTION DU BUDGET
SERVICE DES MARCHÉS PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Progress
MINISTRY OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT
SECRETARIAT GENERAL
DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS
SUB-DEPARTMENT OF BUDGET
PUBLIC CONTRACTS SERVICE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N 000002 /MINDDEVEL/CIPM/2025 DU 13 01 2025

POUR L'ACQUISITION DE TRENTE-QUATRE (34) KITS INFORMATIQUES AU PROFIT DES SERVICES CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DU DÉVELOPPEMENT LOCAL (EN PROCÉDURE D'URGENCE)

Financement : BIP MINDDEVEL

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Maître d'Ouvrage, en vue d'améliorer les conditions de travail de son personnel, lance en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition de trente-quatre (34) kits informatiques au profit des services centraux et déconcentrés du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation comprennent la fourniture, l'installation, la mise en service et l'entretien pendant la période de garantie des équipements informatiques suivants :

- Trente-quatre (34) ordinateurs de bureau complets (unité centrale, écran, souris, clavier) ;
- Trente-quatre (34) imprimantes ;
- Trente-quatre (34) onduleurs 1500 VA ;
- Trente-quatre (34) surge protecteur multiprises ;
- Trente-quatre (34) licences de la suite office ;
- Trente-quatre (34) licences de logiciel antivirus.

3. Délai prévisionnel et lieu de livraison

Le délai prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent appel d'offres est de trente (30) jours calendaires à livrer au bâtiment principal du MINDDEVEL. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

4. Adossement

Le présent appel d'offres comporte un lot unique

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quatre-vingt millions (80 000 000) FCFA TTC.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en règle avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Exercice 2025. Imputation budgétaire : 59 27 058 04 34 00 01 524211

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission conforme à la réglementation en vigueur assorti du récépissé de dépôt à la CDEC et délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO pour un montant qui s'élève à Un million six cent mille (1 600 000) FCFA TTC et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté dès publication du présent avis, en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publicontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres en version numérique peut être obtenu, dès publication du présent avis dans les locaux du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus-indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

Pour la soumission en ligne, le soumissionnaire déposera les offres sur la plateforme COLEPS <http://www.marchespublics.cm> et une copie de sauvegarde contre décharge, une clé USB contenant les dossier administratif, technique et financier et une copie physique de la caution de soumission et de la quittance d'achat du DAO au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, 2^{ème} étage, porte 210, au plus tard le **25 AVR. 2025** à 12 H 00, heure locale, portant les mentions suivantes :

000002 **AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT** **2025**
IAOHO/MINDDEVEL/CIPM/2025/00
POUR L'ACQUISITION DE TRENTE-QUATRE (34) KITS INFORMATIQUES AU PROFIT DES SERVICES
CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU
DEVELOPPEMENT LOCAL (EN PROCEDURE D'URGENCE)

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **25 AVR. 2025** à 12H00, heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

R.B. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;

- JPEG pour les images

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives doivent être placées dans la dossiers différents.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- l'absence de la copie de sauvegarde ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission conforme et délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le ~~12~~ **5** ~~AVR~~ **AVR** ~~2025~~ à 13 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MIDODEVEL, siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question en version physique.

Le non-respect de la conformité des clés et offres y contenues tel qu'indiqué dans le RPAO, entraînera le rejet de l'offre.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- de l'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission ;
- de l'absence du récépissé de consignation de la caution à la COEC ;
- de la non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- du non-respect de 7 critères essentiels sur 8 ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations au cours des trois dernières années ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- du non-respect de l'une des spécifications techniques majeures indiquées dans le Descriptif des fournitures du présent DAO ;

- absence d'une copie de sauvegarde des offres ,
- Non-respect du format de fichiers des offres. (Pour la soumission en ligne)

15.2. Critères essentiels

Elle sont :

- la présentation de l'offre ,
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ,
- le calendrier de livraison (planning et calendrier de réalisation des services connexes) ,
- la capacité financière d'au moins 50% du coût prévisionnel du projet ,
- les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le CCAP) et les spécifications techniques paraphés et signés à la dernière page) ,
- le délai de livraison ,
- le délai de garantie.

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, Direction des Affaires Générales, 2^{ème} étage, porte 210. Téléphone n°222 22 15 53 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiecontracte.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqués par le Maître d'Ouvrage.

19. Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONIAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (AMMAP) (SMS ou appel) aux numéros (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARUP ou le Maître d'Ouvrage.

Yaoundé le 13 Mars 2025

LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL



Directeur
Général
des
Affaires
Générales

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU
DEVELOPPEMENT LOCAL
SECRETAIRAT GENERAL
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
SOUS DIRECTION DU BUDGET
SERVICE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL
DEVELOPMENT
SECRETARIAT GENERAL
DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS
SUB-DEPARTMENT OF BUDGET
PUBLIC CONTRACTS SERVICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. 001.002 /MINDDEVEL/CIPM/2023 OF 13 11 2023

FOR THE ACQUISITION OF 34 (THIRTY-FOUR) COMPUTER KITS FOR THE CENTRAL AND
DECONCENTRATED SERVICES OF THE MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL
DEVELOPMENT (PROCEDURE OF URGENCY)

Funding: MINDDEVEL PIB

1. Subject of the invitation for tender

To modernize the working conditions of the personnel under his authority through an efficient and reliable information system, the Minister of Decentralization and Local Development, Project Owner, launches according to the procedure of urgency, an Open National Invitation to Tender for the acquisition of 34 (thirty-four) computer kits for the central and deconcentrated services of the Ministry of Decentralization and Local Development.

2. Content of service

The service which is the subject of this invitation to tender consists of the supply, installation, commissioning, and maintenance during the warranty period of the following IT equipment:

- 34 (thirty-four) complete desktop computers (CPU, monitor, mouse, keyboard);
- 34 (thirty-four) printers;
- 34 (thirty-four) 1500 VA UPSs;
- 34 (thirty-four) multi-socket protectors;
- 34 (thirty-four) office suite licences;
- 34 (thirty-four) antivirus software licences.

3. Provisional timeframe and place of delivery

The period stipulated by the Project Owner for delivery of the services covered by this invitation to tender is 30 (thirty) calendar days for delivery to MINDDEVEL's main building. This period shall run from the date of notification of the order to begin the services.

4. Allotment

This invitation to tender is in a single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the project, once the preliminary studies have been completed, is CFAF60,000,000 (Eighty million) all taxes inclusive.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open, on equal terms, to companies incorporated under Cameroonian law, established in the Republic of Cameroon, in good standing with the tax administration and not excluded from public procurement.

7. Funding

The supplies mentioned in this invitation to tender, are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Decentralization and Local Development for the 2025 financial year, Budget Head: 59 27 098 04 34 00 01 524211

8. Method of submission

The bidding process for this consultation is online

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond in accordance with the regulations in force accompanied by the CODEC filing receipt and issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts and listed in Exhibit 14 of the tender document, the amount of which is CFAF 1,600,000 (One Million Six Hundred Thousand) all taxes inclusive and valid for up to 30 (thirty) days beyond the initial date of validity of the bids. The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorized by the Ministry in charge of finance to issue bonds in the context of public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned will be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bids opening session will be inadmissible

10. Consultation of the tender file

The tender document may be consulted upon publication of this notice online on the COLEPS platform at <http://www.marchepublic.cm> and <http://www.publicontracte.cm> on the website of the ARMP (www.arpmp.cm)

11. Acquisition of tender document

The tender document (digital version) may be obtained, upon publication of this notice from the premises of the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, upon presentation of a receipt of payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of CFAF 100,000 (hundred thousand) payable to the Public Treasury and representing the cost of purchasing the file

It is also possible to obtain the tender document by downloading it free of charge from the addresses mentioned above. However, the online and/or offline submission is conditional upon payment of the purchase fee for the tender document.

12. Submission of bids

Each bid is written in French or English

For online bidding, the bidder shall deposit, against a receipt, a USB flash disc containing the administrative, technical and financial files and a physical copy of the bid bond and the tender document purchase receipt at the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, 2nd floor, Room 210, no later than **5 AVE, 2025** at 12:00 noon local time, marked as follows:

0 0 0 0 0 2 "OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER" 12- 725
No. /AONO/MUNDOEVEL/CIPM/2025 OF 13
FOR THE ACQUISITION OF 34 (THIRTY-FOUR) COMPUTER KITS FOR THE CENTRAL AND
DECONCENTRATED SERVICES OF THE MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL
DEVELOPMENT (PROCEDURE OF URGENCY)

"To be opened only at bid opening session"

For online submission, the bid must be sent by the bidder to the COLEPS platform no later than **5 AVE, 2025** at 12:00 noon local time. A back-up copy of the bid saved on a USB flash drive must be sent in a sealed envelope clearly and legibly labelled 'back-up copy', in addition to that previously mentioned, within the deadline

N.B.: Size and format of files

For online submission, the maximum sizes of documents that will be sent on the platform and constitute the bidder's offer are as follows

- SAG for the administrative file:

- 15MB for the technical bid;
- 5MB for the financial bid

The following formats are accepted:

- PDF format for word-text documents;
- JPEG for images

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be sent as indicated above. Bids received after the deadline will be rejected.

13. Admissibility of bids

The administrative documents should be placed on different folders.

The project owner will not accept:

- bids bearing indications of the identity of the bidders;
- bids received after the deadline for submission;
- bids without any indication of the identity of the invitation to tender;
- absence of backup copy;
- bids that do not comply with the bidding procedure.

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the tender document will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first class body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the model documents in the tender document will result in the outright rejection of the tender without any appeal. A bid bond produced but having no connection with the invitation to tender concerned will be considered absent. A bid bond submitted by a bidder during the bids opening session will be inadmissible.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in one go, ~~on 5 AUG 2025~~ at 1 p.m. local time, in the Conference Room of the Ministry of Decentralization and Local Development, by the Internal Tenders Board attached to MINODEVEL central services in the presence of the bidders or their duly authorized representatives.

The documents in the administrative file required must be produced in originals or in certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Rules for Invitations to Tender, failing which they shall be rejected. They must be valid on the original deadline for submission of bids or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, the bidders concerned are given a period of 48 (forty-eight) hours to produce or replace the document in question in hardcopy.

Failure with USB flash drive and tender as indicated in the RPAO will result in the rejection of the bid.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory criteria

These include:

- absence or non-conformity of the bid bond;
- absence of CDEC filing receipt;
- failure to produce, after the 48-hour deadline, a document in the administrative file deemed non-compliant or missing during the bids opening session (with the exception of the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- failure to comply with 7 out of 8 essential criteria;
- absence of a declaration on honour that services have not been abandoned in the last three years;
- absence of the dated and signed integrity charter;
- absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- absence of a quantified unit price in the financial bid;
- absence of a prospectus accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- failure to comply with one of the major technical specifications indicated in the Description of Supplies in the invitation to tender;

- absence of a bids back-up copy.
- Non-compliance with the bid file format. [In the case of online submission]

15.2. Essential criteria

They are

- presentation of the bid.
- the bidder's references.
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff).
- the delivery schedule (planning and timetable for executing related services).
- financial capacity of at least 50% of the estimated cost of the project.
- proof of acceptance of the conditions of the contract (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) and the technical specifications initialed and signed on the last page).
- the warranty and the delivery time limit.

Technical bids will be evaluated using a binary scoring system (yes/no) and according to the essential criteria detailed in the evaluation grid.

16. Award of contract

The Project Owner will award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest.

17. Validity period of bids

Bidders will remain bound by their bids for 90 days from the initial deadline for submission of bids.

18. Further information

Further information can be obtained during working hours from the Ministry of Decentralization and Local Development, Department of General Affairs, 2nd floor, Room 210, Telephone No. 222 22 15 53 or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchepublics.cm> and <http://www.publicontract.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the project owner.

19. Technical assistance

For technical assistance in the event of a problem using the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm

20. Fighting against corruption and malpractices

For any corruption attempt or malpractice, please call CORIAC on 1517, the Public Procurement Authority (AN/IMP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARUP or the project owner.

Yaounde,

Georges Eloundou Obam

MINISTER OF DECENTRALIZATION
AND LOCAL DEVELOPMENT

Copies:

Internal
ARUP
Procurement
Contracting